Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1982)
Heft: 625

Artikel: Les armes n'ont pas d'odeur
Autor: Cornuz, Jeanlouis
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1012901

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 11.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

SUITE DE LA PAGE 1

Coop, Migros même boulot

entre Zurich et Bâle. Mais tout indique qu'on se rapproche courtoisement, pour mieux faire face à l'adversité qui monte à Berne.
Et on se renvoie même publiquement l'ascenseur! Coop étant descendue à son tour dans l'arène des public-relations avec une publication justificatrice sur «L'évolution du commerce de détail», M. Pierre Arnold, PDG de Migros, recommande lourdement la lecture d'une aussi «bonne brochure» (dans sa «Lettre aux coopérateurs» du 3 février, écrite en un français plus germanisé que jamais). C'était la première fois que dans un texte Coop le nom de Migros était mentionné dans un contexte neutre, sinon ouvertement favorable...
On se rapproche donc, mais on ne se connaît pas encore bien: du haut de sa grande notoriété, Pierre Arnold écorche le nom de son «collègue» de Bâle, rebaptisé Robert Keller (au lieu de Kohler). Faut un commencement à tout!
Reste à espérer qu'on n'ira pas plus loin dans la collaboration entre ces deux surpuissances — juridiquement constituées en coopératives — que sont Migros et Coop. Ensemble, les deux fédérations réalisent de leur propre aveu plus du quart de toutes les ventes au détail du pays, et près de 40% des ventes alimentaires. Pour comparaison: la part au marché américain de la plus grande entreprise de distribution des USA (et du monde) n'atteint pas trois pour-cent.

COURRIER

L'œuf de Colomb libéral

Je lis avec un plaisir sans mélange, dans la *TLM* du dimanche 7 février 1982, qu'on a enfin trouvé une explication rationnelle et sensée de la crise du logement en Suisse. C'est bien simple: s'il n'y a pas de logements sur le marché, c'est la faute des locataires. Parfaitement! Et qui a eu cette idée lumineuse? Notre beau parti libéral (on n'en attendait pas moins de lui).
Figurez-vous, ma chère, que ces gens-là (les locataires, pas les libéraux bien sûr) refusent de s'entasser à quatre dans un deux pièces, exigent que la lumière pénètre quelque peu dans leur logement (le soleil, c'est une autre affaire), et préfèrent le chauffage central au poêle à bois!... Où va-t-on! Souvenez-vous: si le prix de la viande a tellement augmenté, si les bas morceaux ont disparu de nos étalages, c'est, on l'a dit en son temps, que l'ouvrier et le petit rentier suisse préféraient le filet de bœuf et le foie de veau au bon vieux bouilli des familles. De toute manière, d'aucuns ont voulu nous le faire croire, en chaque rentier suisse sommeille un millionnaire.
Enfin, maintenant, le bon peuple des locataires est averti: le pelé, le galeux, c'est lui. Et ses exigences exorbitantes en matière de logement, deuxième trouvaille de nos libéraux, décidément en veine d'imagination, reflètent de façon réjouissante la prospérité économique de notre beau pays. Soyez mal logés, ou pas logés du tout, et vous contribuerez à l'image de marque helvétique. C'est-y pas beau?

Catherine Dubuis

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Les armes n'ont pas d'odeur

Comme le disait l'autre jour à Sottens notre ami Assurancetourix, de ce ton remarquablement pontifiant qu'il aime à prendre: «L'arrivée des guerres est toujours une très bonne chose pour les gens pauvres.»
A cet égard les pauvres d'aujourd'hui pourraient bien avoir une chance exceptionnelle. Avez-vous lu: *Encore un effort... et nous aurons définitivement perdu la troisième guerre mondiale!* du général Close?
Mais tout d'abord, deux extraits de presse, que j'ai sous les yeux.
Premier extrait. Page publicitaire payée par Action Liberté et Responsabilité. Petit tableau comparatif entre l'URSS et l'OTAN, concernant les fusées et bombardiers en Europe:
«Fusées: 162 pour l'OTAN; 610 pour l'URSS. Bombardiers: 373 pour l'OTAN; 1110 pour l'URSS.»
En résumé. «L'URSS dispose d'une supériorité écrasante quant aux armes nucléaires à portée moyenne braquées sur l'Europe. Cela n'est pas tout. L'URSS a une supériorité tout aussi nette quant aux divisions et aux armées classiques stationnées en Europe ou aux confins de l'Europe.»
Deuxième extrait. Publié en RFA par *Die Zeit* (23 octobre 1981). Petit tableau concernant cette fois les dépenses militaires de par le monde:
Pour l'OTAN, 185 milliards en 1975 et 192 milliards en 1979. Pour les Etats membres du Pacte de Varsovie, 110 milliards de dollars en 1975 et 118 en 1979.
Mais venons-en au général Close, exclu de l'OTAN pour des raisons diamétralement opposées à celles qui dictèrent la retraite du général Bastian.
Trois thèses principales:
1. La guerre est à peu près inévitable.
2. L'URSS vise à la domination mondiale.
3. L'URSS dispose d'une supériorité écrasante.

Même si vous êtes d'un tout autre avis, ne refermez pas le livre! On cite beaucoup une phrase de Lénine sur les «idiots utiles», c'est-à-dire sur les pacifistes, socialistes et autres membres de la gauche non communiste, supposés faire «le jeu de Moscou»! Close en cite une autre. Toujours selon Lénine, les capitalistes sont tellement âpres au gain, qu'ils finiront par vendre à leurs ennemis la corde qui servira à les pendre eux-mêmes!
Et de mentionner:

— que «les camions utilisés par l'Armée soviétique pour transporter ses troupes en Afghanistan ont été construits dans l'usine du fleuve Kama, érigée par une compagnie américaine grâce à des procédés technologiques tout nouveaux»;
— que les armes qui ont tué en Corée 35 000 Américains avaient été fabriquées à Magnitogorsk, «dans le plus grand complexe sidérurgique du monde, créé de toutes pièces par des industriels yankees»;
— que «les chars soviétiques T-34 qui leur avaient donné l'assaut étaient équipés d'une suspension américaine et avaient été construits dans des usines édifiées par des techniciens occidentaux, principalement américains».
Etc., etc. Au fait, cher M. Chevallaz, si vos adversaires n'étaient pas tant les pacifistes que les exportateurs d'armes?

J. C.

NOTES DE LECTURE

Quatre grands jouent avec la Suisse

Les travaux de recherches qui apportent des informations véritablement originales et nouvelles sont trop rares pour qu'on se prive d'en répercuter les résultats.
En l'espèce, il s'agit d'un rapport[1] encore provisoire sur le rôle des organisations privées et semi-publiques dans l'accomplissement des tâches publiques: en point de mire, la politique économique extérieure de la Suisse.
Tout le monde sait que notre pays vit, pour une part importante, de ses exportations, que plusieurs secteurs industriels vendent la quasi-totalité de leur production à l'étranger. D'où l'importance d'une politique économique extérieure efficace, de services administratifs compétents qui puissent défendre au mieux les intérêts des industries exportatrices dans les négociations internationales et dans le cadre des accords commerciaux, tout comme à l'intérieur par une politique monétaire et financière adaptée aux besoins.
Rares sont ceux qui, par contre, connaissent les acteurs de cette politique et la manière dont ils prennent leurs décisions.
Quatre grands dominent la scène. L'Office fédéral du commerce extérieur — l'ancienne Division du commerce —, le Vorort de l'industrie et du commerce, l'Association suisse des banquiers et la Banque Nationale. Ces grands se rencontrent dans des groupes de travail et des commissions, parfois avec des acteurs secondaires — les syndicats et les paysans — pour définir l'«intérêt public».
Dans ces cercles, les disputes sont rares et on décide par consentement général, la plupart du temps, sans passer par les voies légales et réglementaires: souplesse oblige.
De ce fait, le parlement et les partis sont mis hors course: travaux d'experts qui se dispensent ainsi de «politiser» la matière.
Le rapport précise néanmoins que cette politique des portes closes est marquée au sceau du libéralisme le plus pur. Pas de pitié par exemple pour l'industrie du textile et l'horlogerie quand elles se risquent à demander protection contre le franc trop cher.
Particularité très helvétique: la Suisse est le seul pays à inclure des représentants des associations économiques dans les délégations gouvernementales chargées des négociations internationales.
Pourtant il n'y a guère de contestation face à cette gestion oligarchique de la politique économique extérieure helvétique. Une explication possible: les problèmes traités ne mettent que rarement en jeu la redistribution des richesses en Suisse — tarifs douaniers exceptés. Il s'agit plutôt en général de discuter accroissement du gâteau.

A COURT TERME

Alors, stade suprême de l'efficacité? Les auteurs, tout en reconnaissant les avantages de ce système de décision, en doutent.
Une partie importante de la politique étrangère, et en définitive la définition du rôle de la Suisse dans le monde, s'élabore à l'abri du regard de l'opinion publique. L'interdépendance entre l'économie et la politique mondiale d'une part, entre l'économie et la politique intérieure d'autre part est occultée. Le conservatisme et l'attitude de repli de l'opinion publique ne sont guère étonnants dans ces conditions: on se méfie de ce qu'on ne connaît pas et de ce dont on ne parle jamais. La politique étrangère suisse s'en trouve limitée dans ses possibilités d'action — voir entre autres exemples l'extrême retenue de la Suisse dans le dialogue Nord-Sud. A terme, ce pragmatisme efficace risque d'être le seul visage que nous ayons à montrer dans le concert des nations. Un peu court et risqué.

J.-D. D.

[1] H. Vogel: «Die schweizerische Aussenwirtschaftspolitik: Domäne halbstaatlicher Verwaltungs- und Entscheidungsformen», ORL Institut, Zurich, août 1981 (50 pp.).

CIEL

La droite qui plane

La droite helvétique se méfie de l'actuel gouvernement français. Un de ses organes, «L'Impact», cherche dans les astres les secrets de «1982 en France». Une analyse de Francis Clerc, datée de novembre 1981, vient de paraître dans le numéro de janvier de ce magazine qui abrite aussi des pages régulières de «Libertas». La conclusion révèle, ô surprise, que le tableau est plus noir que rose, ce qui incite l'auteur à souhaiter: «Puissent les difficultés rencontrées par nos amis français les axer vers des préoccupations moins terre à terre que les vacances et la diminution du temps de travail.» Pour couronner le tout, l'article est illustré par le «ciel» de la Ve République à Paris à 18 h. 30, heure où fut apposé le sceau de l'Etat, le 6 octobre 1958, et par le «ciel» de François Mitterrand. La droite qui plane.